



Assemblée générale

Distr. générale
9 février 2012
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Les Bermudes

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Page</i>
Coup d'œil sur le territoire	3
I. Questions constitutionnelles, juridiques et politiques	4
II. Budget	5
III. Situation économique	6
A. Généralités	6
B. Services financiers	6
C. Tourisme	7
D. Bâtiment	7
E. Transports et communications	7
IV. Situation sociale	8
A. Généralités	8
B. Emploi	8
C. Éducation	9
D. Santé	9
E. Criminalité et sécurité publique	10
F. Droits de l'homme et questions connexes	10
V. Environnement	11



VI.	Questions militaires.....	12
VII.	Relations avec les organisations et les partenaires internationaux	12
VIII.	Statut futur du territoire	12
	A. Position du gouvernement du territoire.....	12
	B. Position de la Puissance administrante	12
	C. Décisions prises par l'Assemblée générale.....	13

Coup d'œil sur le territoire

Territoire : Les Bermudes sont un territoire non autonome selon la Charte des Nations Unies, administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Représentant de la Puissance administrante : Le Gouverneur, Sir Richard Gozney, (décembre 2007-2012)

Géographie : Les Bermudes se situent dans la partie occidentale de l'océan Atlantique, à environ 917 km à l'est des côtes continentales les plus proches, celles de l'État de Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). L'archipel est composé de huit îles principales et de 130 îles plus petites.

Superficie : 57 km²

Zone économique exclusive : 450 370 km^{2a}

Population : 64 237 (recensement de 2010)

Composition ethnique : Environ 54 % de Noirs, 31 % de Blancs et environ 21 % de Métis et autres groupes ethniques

Langue : Anglais

Capitale : Hamilton

Chef du gouvernement territorial : Première Ministre Paula Cox

Principaux partis politiques : Parti travailliste progressiste; Alliance pour les Bermudes unies

Élections : Dernières en date : décembre 2010; prochaines : février 2013

Régime parlementaire : Parlement bicaméral, composé d'un Sénat de 11 membres désignés par le Gouverneur (3 à sa discrétion, 5 sur recommandation du Premier Ministre, 3 sur celle du chef de l'opposition) et d'une Assemblée de 36 membres, élus dans 36 circonscriptions pour un mandat de cinq ans

Produit intérieur brut par habitant : 69 900 dollars des États-Unis (l'un des plus élevés au monde)

Économie : Services financiers, tourisme

Principaux partenaires commerciaux : États-Unis d'Amérique, République de Corée, Espagne, Inde et Brésil

Taux de chômage : 6 % (2010)

Unité monétaire : Dollar des Bermudes, indexé à parité sur le dollar des États-Unis

Histoire en bref : L'explorateur espagnol Juan de Bermudez a découvert les Bermudes en 1505 et en 1510 le territoire était dénommé « La Bermuda ». Il est demeuré inhabité jusqu'en 1609, date à laquelle des colons britanniques en route vers la Virginie, dont le navire avait fait naufrage sur l'un des récifs, s'y sont installés. En 1612, le Roi Jacques I^{er} a étendu la charte de la Compagnie de Virginie aux Bermudes. En 1684, la charte de la Compagnie a été révoquée, et le gouvernement transféré à la Couronne britannique.

Note : Les informations figurant dans le présent document proviennent de diverses publications, y compris celles du gouvernement du territoire et de renseignements communiqués au Secrétaire général par la Puissance administrante en application de l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies. Elles ont été communiquées par la Puissance administrante le 11 janvier 2012. On trouvera de plus amples détails dans les documents de travail antérieurs, disponibles à l'adresse www.un.org/fr/decolonization/documents.shtml.

^a Les données relatives à la zone économique exclusive sont tirées du projet « The Sea around Us », né de la collaboration entre l'Université de Colombie-Britannique et le Pew Environment Group, voir www.seaaroundus.org.

I. Questions constitutionnelles, juridiques et politiques

1. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968, a été modifiée à cinq reprises, la dernière modification étant intervenue en 2003. La Constitution confère au territoire une autonomie interne presque totale et ne laisse au Royaume-Uni qu'un droit de regard constitutionnel réduit au minimum. Conformément à la Constitution, le Gouverneur (et commandant en chef) est nommé par la Couronne britannique, après consultation avec le Premier Ministre du territoire. Le Gouverneur est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police.

2. Le territoire est doté d'un régime parlementaire. Le gouvernement comprend un Gouverneur, un Vice-Gouverneur, un Cabinet et un Parlement bicaméral composé d'une Assemblée de 36 membres élus au scrutin direct pour un mandat de cinq ans et d'un Sénat de 11 membres désigné de la façon suivante : 5 membres du Sénat sont nommés par le Gouverneur sur recommandation du Premier Ministre, 3 le sont sur recommandation du chef de l'opposition et les 3 autres sont nommés par le Gouverneur à sa discrétion. Le Gouverneur nomme au poste de Premier Ministre le membre de l'Assemblée qui semble le plus à même d'être investi de la confiance de la majorité des autres membres. Le Premier Ministre dirige un Cabinet comprenant au maximum 14 membres du Parlement.

3. Le système juridique des Bermudes repose sur la *common law* et les principes de l'*equity* anglais, sur le droit écrit anglais (en vigueur depuis 1612) et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du gouvernement, ses membres sont nommés sur avis du Président de la Cour. Il y a trois instances : le Tribunal d'instance, la Cour suprême et la Cour d'appel. La loi britannique sur les territoires d'outre-mer de 2002 accorde la citoyenneté britannique aux « ressortissants des territoires britanniques d'outre-mer ».

4. Pour pouvoir voter lors des élections générales ou des référendums, il faut avoir 18 ans révolus, être Bermudien de naissance ou par naturalisation, ou alors résident établi de longue date sur le territoire, ou encore citoyen du Commonwealth britannique. L'actuelle Première Ministre, Paula Cox, a pris ses fonctions en octobre 2010, à la suite de son élection à la tête du Parti travailliste progressiste au pouvoir, et après la démission du Premier Ministre sortant, Ewart Brown, à la fin de son mandat de quatre ans à la tête de ce parti.

5. En 1995, un référendum sur la question de l'indépendance a été organisé. Des 58,8 % d'électeurs inscrits ayant participé, un nombre assez faible pour les Bermudes, 73,6 % se sont prononcés contre l'indépendance. Le Parti travailliste progressiste, qui était alors dans l'opposition, avait organisé un boycottage du référendum parmi les partisans de l'indépendance, au motif que cette question méritait d'être tranchée lors d'élections générales.

6. Si elle a toujours été importante aux Bermudes, la question de l'indépendance n'a pas dominé la scène politique comme par le passé. Un sondage non officiel de janvier 2011 a indiqué que 73 % des personnes interrogées ne souhaitaient pas rompre les liens avec le Royaume-Uni (contre 63 % lors d'un sondage similaire réalisé en 2007). Quatorze pour cent des sondés auraient été favorables à l'indépendance (contre 25 % en 2007). L'écart était également le reflet de divisions raciales, 86 % de Blancs s'opposant à l'indépendance contre 64 % de Noirs.

7. Dans son rapport de 2005, la Commission pour l'indépendance des Bermudes avait noté que la question raciale était un trait permanent du paysage social, économique et politique des Bermudes, tout au long de leur histoire. Les divisions raciales ont, dans une large mesure, influé sur le soutien ou l'opposition à l'indépendance, ainsi que sur la méthode utilisée pour savoir ce que souhaite la population. Le Parti travailliste progressiste au pouvoir tenait à ce que la question de l'indépendance soit réglée dans le cadre d'une élection, tandis que le Parti des Bermudes unies préférait le recours à un référendum. La Commission pour l'indépendance des Bermudes a donc conclu qu'il revenait aux deux partis politiques de faire valoir les mérites respectifs de chaque méthode.

8. En janvier 2012, la Première Ministre a déclaré lors d'une conférence de presse ne pas avoir l'autorité légitime d'œuvrer à l'indépendance des Bermudes sans l'adhésion du peuple. Elle a affirmé que le gouvernement du territoire n'opérait pas de manière furtive à cet égard.

II. Budget

9. Aux Bermudes, l'exercice budgétaire commence en avril. Lors de la présentation du budget pour 2011/12, le gouvernement a annoncé que ses priorités en matière de financement seraient axées sur l'éducation, la santé, la jeunesse et les familles, la lutte contre la criminalité, l'aménagement d'infrastructures et le développement humain, la sauvegarde des emplois publics et l'amélioration des stratégies gouvernementales et de lutte contre la pauvreté. Les prévisions de dépenses s'élevaient à un total de 1,2 milliard de dollars, et les recettes prévues à 940 millions de dollars. Le budget 2011/12 prévoyait à la fois une réduction des dépenses publiques et une diminution de l'impôt sur les rémunérations de deux points. La loi sur l'exonération fiscale du territoire a été prorogée jusqu'en 2035.

10. Selon le rapport intitulé « Global Corporate Taxation and Resources for Quality Public Services » (taxation des entreprises multinationales et ressources disponibles pour des services publics de qualité au niveau mondial), publié par l'Institut de recherche de l'Internationale de l'éducation au nom du Conseil des Global Unions, la juridiction des Bermudes ne prévoit d'impôt sur le revenu ni pour les particuliers ni pour les entreprises. En 2011, les Bermudes et l'Afrique du Sud ont signé un accord bilatéral d'échange d'informations fiscales.

III. Situation économique

A. Généralités

11. L'économie des Bermudes repose essentiellement sur la prestation de services financiers à des entreprises internationales et sur le tourisme. Le secteur industriel est restreint, bien que celui du bâtiment reste une composante importante. L'agriculture est limitée, dans la mesure où le territoire ne compte que 20 % de terres cultivables.

12. En 2010, on estimait à 5,7 milliards de dollars le produit intérieur brut (PIB) du territoire. Selon le service de recherche du magazine *The Economist*, il serait de 6,2 milliards de dollars en 2011. Dans le cadre des efforts du gouvernement visant à soutenir une économie en phase de contraction, le Gouverneur a annoncé, lors du discours du trône de novembre 2011, une série d'initiatives destinées à soutenir l'emploi et la croissance économique.

13. Les Bermudes n'ont pas de banque centrale. L'indexation de la monnaie sur le dollar des États-Unis est gérée par les banques commerciales qui répondent à l'offre et à la demande à parité. Ce sont les banques, et non l'Autorité monétaire des Bermudes, qui détiennent les réserves en devises du territoire.

B. Services financiers

14. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux offshore de la planète et se classent aux premiers rangs mondiaux du secteur de l'assurance et de la réassurance à grande échelle. L'Autorité monétaire des Bermudes, qui assure de façon centralisée la régulation du secteur des services financiers du territoire, est habilitée à collecter des amendes. Selon le rapport susmentionné de l'Institut de recherche de l'Internationale de l'éducation, les sociétés doivent s'acquitter d'une redevance pour pouvoir opérer aux Bermudes.

15. Au 31 décembre 2010, il y avait 15 091 entreprises internationales enregistrées aux Bermudes. En 2011, plus de 624 nouvelles entreprises internationales et nouveaux partenariats internationaux ont été enregistrés sur le territoire, soit une augmentation de 15,3 % par rapport aux années précédentes.

16. Dans son discours du trône du 4 novembre 2011, le Gouverneur a déclaré que des mesures visant à promouvoir activement la compétence des Bermudes en matière de finance islamique et à se rapprocher ainsi des pays du Moyen-Orient étaient en cours d'élaboration.

C. Tourisme

17. Selon le gouvernement territorial, les Bermudes ont eu plus de 585 000 visiteurs en 2010. Ces derniers ont dépensé un total de 393 millions de dollars, soit plus de 5 % du PIB. Neuf pour cent environ de la main-d'œuvre des Bermudes étaient directement employés dans le secteur touristique. Près de 3 580 emplois ont été directement créés par le tourisme et plus de 2 000 personnes occupaient des postes dans des secteurs d'appui au tourisme tels que le ravitaillement des hôtels et des restaurants en denrées alimentaires.

18. Le Ministère de la promotion du commerce et du tourisme a été créé en 2010, afin d'exploiter les synergies entre le tourisme et le commerce international. Un budget d'environ 40 millions de dollars lui a été alloué pour 2011/12. Un nouveau Comité du tourisme a été mis en place et des efforts sont faits pour recruter des Bermudiens dans le secteur hôtelier.

D. Bâtiment

19. Selon le discours du trône de 2011, le territoire élabore actuellement une stratégie en matière d'infrastructures nationales, dont la pièce maîtresse est la construction du front de mer de la ville de Hamilton.

20. En 2011/12, 27 millions de dollars ont été affectés à l'entretien et à l'extension des installations de la station de traitement des eaux de la baie de Tynes, et 12 millions de dollars ont servi à financer une quantité de petits projets, notamment la rénovation de bâtiments, l'entretien d'écoles et des travaux sur les accotements routiers. On estime à 15 millions de dollars la somme versée pour financer les activités de construction de l'Agence gouvernementale pour le logement.

E. Transports et communications

21. Le Ministère des transports a reçu un budget d'environ 76 millions de dollars au titre de l'exercice 2011/12. Les Bermudes sont dotées de systèmes de transport et de télécommunications d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées, et ont l'une des circulations routières les plus denses du monde, avec environ 100 véhicules au kilomètre. L'interdiction de posséder plus d'une voiture par ménage et de louer des véhicules a conduit les Bermudes à se doter d'un réseau de transports en commun très fréquenté. Les étudiants résidents continuent de bénéficier de la gratuité des transports en commun (bus et ferry).

22. De nombreux vols commerciaux réguliers relient les Bermudes à un certain nombre de destinations aux États-Unis et au Canada. Les Bermudes ont leurs propres agences de réglementation maritime et aérienne. Les Départements de l'aviation civile et de l'administration maritime tiennent leurs registres à jour et ont une réputation de rigueur comparable à celle de leurs homologues en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

23. Selon le Royaume-Uni, les Bermudes disposent d'une infrastructure informatique et télématique nationale et internationale ultramoderne et accessible à toute la population. Il existe quatre fournisseurs de services de télécommunications

internationaux sur le territoire, dont trois disposent de liaisons transatlantiques, ainsi que des liaisons par satellite pour les services spéciaux et les communications urgentes.

IV. Situation sociale

A. Généralités

24. Si la création d'emplois demeure la priorité absolue du gouvernement des Bermudes, le plan de relance annoncé lors du discours du trône de 2011 s'intéresse également aux besoins des citoyens dans d'autres domaines. Il est notamment question de la fourniture d'une aide aux personnes en situation précaire, d'une législation destinée à traiter les questions familiales, d'initiatives en faveur des personnes âgées et de mesures visant à améliorer l'éducation, la sécurité publique et la justice.

25. D'après le Royaume-Uni, les Bermudes ont créé en 2011 un nouveau Ministère de la jeunesse, de la famille et des sports. Sous les auspices d'un programme couronné de succès, le « Programme Miroirs », le Ministère a piloté l'initiative « Former à la réussite » lancée dans deux collèges de l'île à l'intention d'élèves de 11 à 14 ans; cette initiative était destinée à inculquer très tôt aux jeunes des règles de conduite, afin de prévenir ou de modifier d'éventuelles tendances à des comportements problématiques. Pour l'exercice 2011/12, le Ministère a reçu un budget d'environ 66 millions de dollars.

B. Emploi

26. D'après les données relatives à l'emploi de 2010, le nombre total d'emplois aux Bermudes a diminué de 3,6 %, passant de 39 520 en 2009 à 38 097 en 2010. Le secteur non bermudien a perdu 867 emplois et le secteur bermudien 542. Selon le Royaume-Uni, un examen de la composition raciale de la main-d'œuvre a révélé qu'elle était à 53 % noire, à 32 % blanche et à 14 % métisse ou constituée d'éléments d'autres groupes ethniques. Il y a une nette disparité en matière de pouvoir d'achat, dans la mesure où celui des Blancs correspond à 134 % du salaire moyen, celui des Noirs à 93 % et celui des Métis et des membres d'autres groupes ethniques à 87 %. Le taux de chômage officiel en 2010 est de 6 %, soit 7 % chez les hommes et 6 % chez les femmes. D'après les renseignements fournis par le Royaume-Uni, le taux de chômage des Noirs était de 8 %, celui des Blancs de 5 %, tandis que celui des jeunes atteignait 16 %.

27. Comme cela a été souligné dans le discours du trône de 2011, le gouvernement du territoire a pris un certain nombre de mesures visant à réduire le chômage des jeunes et à refondre la législation en matière d'immigration, l'accent étant notamment mis sur les détenteurs de cartes de résidents permanents et la part des acheteurs étrangers dans le marché de la propriété foncière.

C. Éducation

28. Pour l'exercice 2011/12, le Ministère de l'éducation a reçu une enveloppe budgétaire d'environ 128 millions de dollars pour réaliser les objectifs d'un plan stratégique prévu pour l'ensemble du réseau d'établissements publics des Bermudes, à savoir dispenser un enseignement de qualité qui réponde aux normes internationales et permette aux étudiants de réaliser pleinement leur potentiel. Le taux d'alphabétisation dans le territoire est d'environ 98 % chez les garçons et de 99 % chez les filles de plus de 14 ans. La scolarité est obligatoire de 5 à 18 ans. Environ 58 % des élèves bermudiens d'âge scolaire obligatoire fréquentent les établissements publics gratuits. Il existe un certain nombre d'écoles privées, dont six pour les premières années de l'enseignement primaire. Ces établissements privés ne reçoivent aucun financement de l'État.

29. Le Bermuda College est le principal établissement d'enseignement supérieur du territoire. En 2011, les Bermudes ont créé la première bourse d'études Bermudes/Université des Antilles afin de permettre à des étudiants bermudiens de suivre un cursus dans cette université en s'acquittant de droits d'inscription réduits.

D. Santé

30. Pour l'exercice 2011/12, le Ministère de la santé disposait d'un budget de 172 millions de dollars. Les Bermudes, qui affichent un taux de fécondité faible, doivent faire face au vieillissement de leur population. L'espérance de vie à la naissance est d'environ 82,1 ans pour les femmes et 76,7 ans pour les hommes. Elle est d'environ quatre ans de moins pour les Noirs que pour les Blancs. Depuis 2011, toutes les personnes âgées peuvent bénéficier du nouveau régime d'assurance public FutureCare, qui leur est spécialement destiné.

31. Les maladies chroniques représentent toujours un pourcentage disproportionné des problèmes de santé (60 % des décès sont causés par les maladies cardiaques, le cancer et le diabète). En 2010/11, le Ministère de la santé a mené plusieurs campagnes de lutte contre ces affections. Les accidents de la route, qui représentaient environ 85 % des décès chez les personnes âgées de 16 à 24 ans et quelque 65 % chez les 25-44 ans, constituaient également un risque de santé publique important.

32. Selon le Royaume-Uni, depuis 1970, les Bermudes disposent d'un système de santé à financement mixte, reposant à la fois sur la sécurité sociale, les subventions publiques et les régimes d'assurance privés. Le système de sécurité sociale prévoit la prise en charge d'un ensemble de prestations de base connues sous le nom de prestations hospitalières standard. Toutes les compagnies d'assurance sont tenues de proposer ce régime général aux travailleurs et à leurs épouses sans emploi. La couverture des jeunes, des indigents et des personnes âgées est subventionnée par l'État. Selon les estimations, 94 % de la population est assurée.

33. En 2011, le Ministère de la santé a lancé son plan national de santé : Stratégie bermudienne de réforme du système de santé. Ce plan, conçu avant tout dans un souci d'équité et de viabilité, vise à assurer l'accès de tous à une couverture médicale de base à un tarif abordable et redéfinit les prestations offertes pour assurer une prise en charge au-delà de l'hospitalisation. En novembre 2011, des

équipes spéciales ont commencé à concevoir différentes solutions possibles au titre de la mise en œuvre de ce plan, qui devrait s'étaler sur une période de sept ans.

E. Criminalité et sécurité publique

34. Le Ministère de la sécurité nationale est chargé de la sécurité publique et de renforcer les normes professionnelles du Service de police, du régiment et du Service des sapeurs-pompiers et des secours des Bermudes. Le Service de police, qui compte environ 470 agents et 70 réservistes, s'est vu allouer un montant d'environ 66 millions de dollars au titre de l'exercice budgétaire 2011/12, sur une somme globale de quelque 144 millions de dollars affectée au Ministère de la sécurité nationale.

35. Selon des informations diffusées dans les médias, entre 2009 et 2011, 12 personnes auraient été abattues et 38 blessées au cours d'attaques à main armée. En 2011, dans le cadre de mesures de lutte contre les transactions financières illégales liées au trafic de drogue et aux crimes à main armée, le gouvernement bermudien a adopté la loi portant modification de la loi relative au produit des activités criminelles. En outre, selon le gouvernement du territoire, au cours de l'exercice 2011/12, environ 3 millions de dollars seront investis pour achever l'installation d'un appareil de détection à rayons X au port de conteneurs de Hamilton.

36. En 2011, selon le Royaume-Uni, des dispositions législatives ont été adoptées pour désigner la cellule de renseignement financier comme autorité compétente en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les entreprises et professions non financières spécialement désignées. Des modifications ont également été apportées à la législation pour élargir la portée et les définitions de notions relatives au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, et renforcer les pouvoirs des autorités compétentes. Le Règlement de 2008 sur le produit des activités criminelles (lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) a été promulgué, qui contient des dispositions exhaustives visant à assurer la mise en place, dans le secteur du commerce, de systèmes et de mécanismes de contrôle adaptés pour « se renseigner sur ses clients ».

37. Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux est un organe intergouvernemental indépendant dont le rôle consiste à élaborer et promouvoir des politiques destinées à protéger le système financier mondial contre le blanchiment et le financement du terrorisme; dans son rapport intitulé « Money Laundering Using Trust and Company Service Providers », publié en octobre 2010, il fournit des informations générales sur les activités de blanchiment aux Bermudes. Le rapport de la Banque mondiale intitulé « The Puppet Masters: How the Corrupt Use Legal Structures to Hide Stolen Assets and What to Do About It », publié en 2011, comporte également des informations sur de grandes affaires de corruption recensées sur le territoire.

F. Droits de l'homme et questions connexes

38. Les Bermudes ont adhéré aux grands instruments internationaux suivants, relatifs aux droits de l'homme : la Convention européenne de sauvegarde des droits

de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

39. En 2011, selon le Royaume-Uni, le gouvernement bermudien a continué de revoir sa position concernant l'application des dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Pour s'assurer de la compatibilité de la législation bermudienne avec la Convention, le Secrétariat du Commonwealth a fait profiter le gouvernement bermudien du savoir-faire d'un consultant. En outre, le gouvernement envisage encore différents moyens d'ajouter, à la loi de 1981 relative aux droits de l'homme, une disposition interdisant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle en matière de logement, d'emploi et d'offre de biens et services.

V. Environnement

40. Le Ministère des stratégies de protection de l'environnement, de planification et de développement des infrastructures s'est vu allouer la somme de 14,2 millions de dollars au titre de l'exercice budgétaire 2011/12. Son rôle consiste à mener les Bermudes au développement durable en protégeant les environnements naturels et construits de l'île.

41. Selon le Royaume-Uni, les Bermudes se sont dotées de lois sur la lutte contre la pollution atmosphérique qui fixent des normes d'émission équivalentes à celles adoptées aux États-Unis et dans les pays de l'Union européenne. La qualité de l'air est mesurée chaque jour dans le cadre d'un partenariat avec un centre de recherche scientifique non gouvernemental. La gestion des ressources de la mer compte parmi les principales priorités du gouvernement bermudien.

42. Environ 98 % de l'énergie électrique est distribuée par une seule société privée et produite exclusivement à partir de combustibles fossiles. Les 2 % restants sont produits à l'installation de valorisation énergétique des déchets de Tynes Bay, détenue et gérée par le Ministère des travaux publics. Depuis 2010, le Ministère bermudien de l'énergie suit un plan destiné à mettre un terme à la dépendance totale des Bermudes à l'égard des combustibles fossiles; la compagnie d'électricité a pour sa part lancé un plan visant à permettre à un nombre restreint de particuliers de produire de l'électricité à l'aide d'installations solaires photovoltaïques et de vendre leur production à la compagnie elle-même, qui la redistribuera sur le réseau public d'alimentation.

43. Quant au Ministère britannique de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, il a publié en janvier 2012 un document intitulé « The Environment in the United Kingdom's Overseas Territories: UK Government and Civil Society Support », qui recense les services de conseil et l'aide dont peuvent bénéficier les territoires dans ses domaines de compétence et précise qu'il met des fonds à leur disposition à cet effet.

VI. Questions militaires

44. Les Bermudes disposent d'un régiment de défense de quelque 600 hommes, connu sous le nom du Régiment des Bermudes. En plus des militaires à temps partiel, ce nombre comprend environ 140 militaires recrutés pour un service de longue durée et 30 soldats à temps plein. La population masculine adulte du territoire est soumise à la conscription et doit, pendant environ trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel de 15 jours. Le service militaire est rémunéré. Selon le gouvernement du territoire, le Régiment collabore régulièrement avec les gouvernements étrangers et leurs armées, notamment avec la Force de défense jamaïcaine, le Marine Corps des États-Unis et l'armée canadienne, et apporte son concours dans le cadre des opérations de secours en cas de catastrophe menées dans d'autres territoires administrés par le Royaume-Uni.

VII. Relations avec les organisations et les partenaires internationaux

45. Les Bermudes sont membre associé de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et du Marché commun des Caraïbes et membre du Groupe d'action financière des Caraïbes créé dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux. Le territoire est également membre de la Caribbean Conservation Corporation, de la Confédération internationale des syndicats libres, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et du Comité international olympique.

46. Les Bermudes font partie des territoires britanniques d'outre-mer. À leur demande, elles ne sont pas soumises à la décision d'association des territoires d'outre-mer mettant en application la quatrième partie du Traité instituant la Communauté européenne. Les arrangements conclus avec l'Union européenne en vue de l'association des territoires d'outre-mer n'ont jamais été appliqués aux Bermudes, conformément au souhait de ces dernières. Le territoire est toutefois autorisé à participer aux réunions de partenariat englobant les pays et territoires britanniques d'outre-mer.

VIII. Statut futur du territoire

A. Position du gouvernement du territoire

47. Les faits nouveaux concernant le statut futur des Bermudes figurent dans la section I ci-dessus.

B. Position de la Puissance administrante

48. Selon le compte rendu analytique de la 2^e séance de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, tenue le 3 octobre 2011 à sa soixante-sixième session (A/C.4/66/SR.2), le représentant du Royaume-Uni a déclaré, entre autres, que les relations du Gouvernement britannique et des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni étaient des relations modernes, fondées sur les principes de partenariat, de

partage des valeurs et du droit de chaque territoire concerné de déterminer sa volonté de rester lié ou non au Royaume-Uni. Lorsque tel ou tel peuple souhaitait l'indépendance et exprimait ce souhait de manière claire et conforme à la loi fondamentale du territoire en question, le Gouvernement britannique était résolu à aider ce peuple et ce territoire à acquérir l'indépendance. En revanche, si tel ou tel territoire souhaitait maintenir ses liens avec le Royaume-Uni, le Gouvernement britannique maintenait, pour sa part, son engagement à garantir le développement et la sécurité de ce territoire.

49. Le représentant a ajouté que le Ministre britannique des affaires étrangères avait rendu publique, récemment, la nouvelle stratégie des autorités britanniques vis-à-vis des territoires d'outre-mer. Le temps n'était pas à de nouvelles réformes constitutionnelles. Le Gouvernement britannique se concentrait plutôt sur trois objectifs concrets : le renforcement des relations entre le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer, la coopération avec les territoires en question en vue de renforcer leur bonne gouvernance et d'améliorer la gestion des finances publiques et la planification économique, lorsque cela s'imposait, et enfin, le renforcement et l'amélioration de l'aide aux territoires d'outre-mer. La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie pourrait prendre des formes différentes selon le territoire concerné; un processus de consultation publique avait été lancé afin d'encourager les territoires d'outre-mer et d'autres acteurs concernés à apporter leur point de vue au sujet des priorités. Ce processus conduirait à la publication, en 2012, d'un « Livre blanc » sur les territoires d'outre-mer. Le Gouvernement britannique avait pris l'engagement de laisser chaque territoire gérer ses affaires avec la plus grande autonomie possible – ce qui signifiait que les territoires d'outre-mer devaient assumer leurs responsabilités et veiller à une bonne gouvernance. Toutefois, « en cas de non-respect des règles d'intégrité et de bonne gouvernance, le Royaume-Uni [n'hésitait] pas à intervenir ».

C. Décisions prises par l'Assemblée générale

50. Le 9 décembre 2011, l'Assemblée générale a adopté sans les avoir mises aux voix les résolutions 66/89 A et B en se fondant sur le rapport que lui a transmis le Comité spécial (A/66/23) et après examen par la Quatrième Commission. La section III de la résolution 66/89 B est consacrée aux Bermudes et ses paragraphes sont libellés comme suit :

L'Assemblée générale,

1. *Souligne* l'importance du rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes de 2005, qui examine de près les faits entourant l'indépendance, et continue de regretter que les plans d'organisation de réunions publiques et de présentation d'un livre vert à l'Assemblée puis d'un livre blanc exposant les propositions politiques en faveur de l'indépendance des Bermudes ne se soient pas encore concrétisés;

2. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien ses activités d'éducation du public, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite à cet égard les organismes compétents des Nations Unies à fournir une assistance à ce territoire s'il en fait la demande.